

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DEPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

PARIS, 23 AOÛT

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Vannes, 23 août.
La session du conseil général a été close hier.
La commission départementale conservatrice a été réélue.

Les conseils généraux des départements ont les uns suivent ont clos hier leur session sans incident :
Loire, Haute-Savoie, Drôme, Gers, Aveyron, Lot-et-Garonne, Haute-Saône, Indre-et-Loire, Eure-et-Loir, Saône-et-Loire, Somme, Morbihan, Moselle, Nord.

Le conseil général du Nord a adopté un vœu par lequel les instituteurs seraient autorisés, moyennant une indemnité, dans les localités où le conseil municipal y consentirait, à donner l'instruction religieuse en dehors des heures de classe.

EXTERIEUR

Vienne, 22 août.
La princesse héritière Stéphanie et le roi de Grèce ont rendu visite à la reine Isabelle. Celle-ci est ensuite partie pour Munich, après avoir visité le palais de l'archiduc Réginald.

Le ministre d'Espagne et les membres de la légation assistaient au départ.

Vienne, 23 août.
La mission française chargée de suivre les manœuvres militaires en Bohême est arrivée à Vienne.

Londres, 22 août, soir.
On mande du Caire que le gouvernement égyptien a reçu une dépêche l'informant d'un grand massacre à Berber.

La population, qui manque de vivres, aurait pillé le trésor.

Madrid, 22 août, soir.
Le gouvernement a pris des mesures pour empêcher toute manifestation contre les représentants de l'Allemagne en Espagne.
Aujourd'hui, à Madrid, jusqu'à 3 heures du soir, on a constaté douze cas nouveaux et cinq décès cholériques.
L'épidémie augmente d'intensité dans les environs de la capitale.

Londres, 22 août, soir.
La réunion publique organisée pour favoriser le mouvement tendant à la protection des jeunes filles, mouvement provoqué par la *Pall Mall Gazette* et appuyé par plusieurs évêques et membres du Parlement, a eu lieu cette après-midi à Hyde-Park.

30,000 personnes environ y assistaient. Onze estrades étaient dressées pour les orateurs. De nombreux discours ont été prononcés. Les résolutions adoptées engageaient les citoyens à s'opposer au gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la loi récemment adoptée par le Parlement pour la protection des jeunes filles.

Saint-Petersbourg, 23 août.
Le *Messenger du gouvernement* annonce que l'empereur et l'impératrice de Russie sont partis pour Krensborg, où doit avoir lieu l'entrevue du czar et de l'empereur d'Autriche.

Ils sont accompagnés du grand-duc héritier, du grand-duc Georges Alexandrovitch, du grand-duc Vladimir Alexandrovitch et de la grande duchesse sa femme, du prince Vorontzoff-Dachkoff, ministre de la maison de l'empereur, et de plusieurs autres hauts fonctionnaires.

A la frontière, M. de Giers, ministre des affaires étrangères, M. de Lamsdorff, chambellan, et M. de Giers, gentilhomme de la cour, se joindront à la suite de l'empereur.

INFORMATIONS

Il se confirme que sir Robert Hart, commissaire général des douanes chinoises, est désigné pour le poste d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire d'Angleterre à Pékin.

Ce choix n'est pas fait pour nous réjouir; M. Hart, en effet, s'est constamment appliqué à combattre notre influence dans la Cible Empire et, s'il est intervenu d'une manière amiable dans les négociations qui ont précédé le traité de Tien-Tsin, c'est bien plutôt dans l'intérêt de l'Angleterre et des douanes chinoises, que par amitié pour la France.

Depuis dix-huit mois déjà, la Tunisie possède des contrôleurs français.

Les titulaires de ces postes, qui touchent de jolis traitements, rendent-ils des services proportionnés ?
Nous n'oserions l'affirmer. Et pourtant, il est question de créer aussi des contrôleurs dans l'Annam.

Excellente occasion de bien placer quelques protégés !

On annonce la présence, en France, de M. Foucher de Careil, notre ambassadeur à Vienne.
Sans faire preuve de parti pris, il nous est impossible de ne pas faire remarquer que cet ambassadeur est bien plus souvent en France qu'à son poste.

Nous savons bien que la société austro-hongroise n'a pas toujours fait à M. Foucher de Careil un accueil bien enthousiaste; mais si le séjour de Vienne lui déplaît, qu'il s'abstienne de diriger véritablement de trop loin ?

Notre deuxième attaché militaire à l'ambassade de Berlin, M. le capitaine d'artillerie Collard, vient d'être élevé au grade de chef d'escadrons.

Par décision du ministre de la guerre, cet officier conservera, jusqu'à nouvel ordre, les fonctions qu'il exerce aujourd'hui.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Ce qu'un ménage français paie au fisc
Le budget, tant ordinaire qu'extraordinaire de 1884, avait été fixé par les Chambres à 3 milliards 282 millions.
C'était 410 fr. que chaque famille avait à solder, en moyenne, pour sa quote-part dans les dépenses publiques.

Cette somme, si élevée pourtant, n'a pas paru suffisante à nos ministres. Ils y ont fait ajouter 194 millions de crédits supplémentaires, soit une nouvelle surcharge de 24 fr. par famille.

C'est donc 434 francs qu'a coûté, l'an dernier, à chaque ménage français, le bonheur d'avoir été gouverné par les opportunistes.

Le *Mémorial diplomatique* publie l'information suivante :
Le cabinet de Londres déclare vouloir rester en dehors de la protestation de l'Espagne contre l'annexion des îles Carolines par l'Allemagne.

Lord Salisbury, qui tient avant tout à ne pas contrarier les vues du chancelier allemand, refuse d'intervenir et se prononce.

Décidément l'Angleterre tient à rentrer en grâce auprès de M. de Bismarck.

Le Prix du Pain

La préfecture de la Seine vient de publier l'évaluation officielle, faite par ses soins, du prix du pain à Paris, évaluation calculée d'après le prix des farines durant la quinzaine précédente.

Il peut être intéressant de se rendre compte de la façon dont, pour cette opération, procède la préfecture de la Seine. Des tableaux sont dressés qui déterminent, en ce qui concerne chaque journée, le prix des farines de qualités différentes (farine de choix, farine de Corbeil, farine bonnes-marches, farine ordinaire, farine Neuf-Marches).

Cela fait, on arrête le prix moyen de chaque jour en prenant, comme base du calcul, la farine de choix pour 1 dixième, la farine de Corbeil pour 2 dixièmes, la farine bonnes-marches pour 3 dixièmes, la farine ordinaire pour 4 dixièmes, la farine Neuf-Marches pour 5 dixièmes.

Le prix moyen du quintal de farine ressort, en conséquence, pour la quinzaine envisagée, à 30 francs 7 centimes plus une fraction; d'autre part, les frais de panification sont évalués à 12 francs 22 centimes et demi. Soit 42 francs 29 centimes et demi.

Le rendement étant de 130 kilogrammes de pain par 100 kilogrammes de farine, le kilogramme de pain de première qualité revient à moins de 33 centimes et le pain de 2 kilogrammes à moins de 66 centimes.

Chacun peut, à l'aide de ces indications, savoir de combien le prix du pain vendu par les boulangers excède le prix normal.

M. le maire de Limoux (Aude) est un magistrat municipal tout à fait charmant. N'étant nullement sûr du résultat des élections au second tour de scrutin, le jour même de la convocation des électeurs il a ajourné les opérations électorales !

Le gouvernement l'a révoqué.
C'est pourtant là une peccadille... républicaine.

LES IVROGNES DE LA RÉPUBLIQUE

L'ivrognerie paraît être décidément le péché mignon d'un certain nombre de fonctionnaires républicains.

d'ébriété que toute délibération a été impossible.

C'est ainsi que l'*Océan*, de Brest, reçoit d'un correspondant des détails tristement curieux sur l'impossibilité où se trouve un conseil municipal honnête de débarrasser sa commune d'un instituteur ivrogne, qui a succédé lui-même à un instituteur plus ivrogne.

Pétition au conseil général, démarche auprès du sous-préfet : tout a été inutile. Depuis cette époque, la situation est restée la même; l'instituteur continue à trouver la place publique trop étroite, et M. le maire, délégué cantonal, semble trouver que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

On pourrait multiplier les exemples, en rappelant d'autres faits du même genre bien et dûment constatés.

LES PRÉTENTIONS ANGLAISES

Les Anglais trouvent insuffisants les scandaleux bénéfices qu'ils ont réalisés pendant toute la durée du conflit franco-chinois, et poussent aujourd'hui l'audace jusqu'à réclamer en faveur des victimes du bombardement de Fou-Tcheou et des autres incidents de la guerre une somme ronde d'environ 1,500,000 francs. C'est à ce chiffre que s'arrêtent les prétentions officielles du Foreign-Office, telles qu'elles viennent d'être notifiées au cabinet Brissot.

De tout temps, la Grande-Bretagne, peuple essentiellement commerçant, a su faire sans vergogne argent de tout. Qu'un conflit armé éclate sur un point quelconque du globe, luttas internationales ou guerres civiles, on est sûr de voir le Foreign-Office présenter une demande d'indemnité en faveur de ses nationaux, victimes réelles ou victimes putatives des événements auxquels ils se sont librement et volontairement exposés dans un intérêt tout personnel. Pour l'Angleterre, cette politique est plus qu'un principe : c'est une industrie, et une industrie lucrative. C'est un motif de plus pour n'accueillir qu'avec une extrême défiance les réclamations de cette sorte, et pour n'y faire droit que lorsque, après un minucieux examen, on se reconnaît en présence d'un cas d'application d'une règle certaine de droit international.

Quand le cas du missionnaire Schaw s'est présenté, on a pu, avec une bonne volonté confiante à la faiblesse, se demander si cet homme n'avait pas été la victime d'un excès de pouvoir, engageant la responsabilité du gouvernement français, et, dans le doute — à supposer que le doute fût permis en cette affaire si peu complexe — le cabinet crut devoir donner suite aux réclamations anglaises : il alloua au missionnaire, qui avait manqué à tous les devoirs des neutres, et assumé le caractère d'ennemi de la France, une indemnité de 25,000 francs, mais il n'osa pas, cependant, présenter au vote des Chambres cette concession vraiment extraordinaire faite à l'arrogance britannique.

C'est aujourd'hui de Fou-Tcheou qu'il s'agit. Or, s'il est un principe universellement admis, c'est que le droit à l'indemnité n'existe pas au profit des victimes de la guerre, événement comparable aux fléaux et aux cas de force majeure, dont la responsabilité n'incombe à personne.

L'une des autorités les plus considérables en matière de droit international, Bluntschli, formule cette règle :
« Les dommages qui résultent nécessairement des opérations militaires pour la propriété privée ne constituent pas une violation du droit, mais doivent être considérées comme un accident. »

Ces maux sont inévitables, et le propriétaire les supporte comme il supporterait une grêle, une inondation, un incendie allumé par le feu du ciel. Il est victime d'un fléau et non d'une injustice.

Ce principe est invariable; il est devenu une règle de droit international après avoir été consacré par la législation particulière de presque tous les États. Dans ces dernières années, il en a été fait une fréquente application, en ce sens que, tout en proclamant que le droit à l'indemnité n'existe pas en pareil cas, les États intéressés ont souvent, à titre de secours, et pour remplir un devoir d'humanité, dédommagé, dans une certaine mesure, les victimes de la guerre.

Quelques nations, entrant généreusement dans cette voie, ont même fait, sous ce rapport, aucune distinction entre les nationaux et les étrangers. Il suffit de citer comme exemples les diverses lois votées par l'Assemblée nationale, et qui avaient pour but d'indemniser les victimes nécessaires de la guerre franco-allemande, sans distinction de nationalité.

La règle est donc certaine : légalement, obligatoirement, la créance d'indemnité n'existe pas au profit des victimes de la guerre. Les Anglais ne se sont jamais fait faute de l'invoker, le cas échéant.

Il est seulement acquis — et c'est un progrès incontestable de la civilisation — que des secours, des dédommagements sont, d'ordinaire, accordés aux personnes qui ont particulièrement souffert des opérations militaires. Mais ces secours, ces dédommagements, qui les concède ? L'État sur le territoire duquel se sont accomplis les faits dommageables. A cet

égard, le doute n'est pas possible : l'irresponsabilité du belligérant étranger est absolue, c'est au gouvernement territorial qu'il appartient de réparer, s'il le juge convenable, et dans la mesure qui lui plaît, les désastres causés par l'envahisseur.

Notre conclusion est donc que le Foreign-Office, même en admettant le droit des Anglais à une indemnité — dont il faut nier l'existence — s'est tout simplement trompé d'adresse. C'est au Cible Empire qu'il fallait adresser ces réclamations ; et encore si on lui adresse, faudra-t-il que la Grande-Bretagne, sans se prévaloir d'un droit strict, se borne à faire appel à la générosité, à l'humanité du Fils du Ciel.

Les Anglais eux-mêmes professent les principes, qu'il nous a paru nécessaire de leur rappeler. Ils ont fini par consentir des indemnités aux victimes du bombardement d'Alexandrie, mais pourquoi ? — Parce qu'ils se sont substitués au gouvernement territorial, au gouvernement du khédive, pour la répression de la révolte d'Arabi.

Qu'ils s'adressent donc à la Chine, leur bonne amie, s'ils le jugent à propos ! — Les règles les plus certaines, comme les précédents les plus récents et les plus probants, doivent inspirer au cabinet Brissot la force de résister aux prétentions anglaises, qui sont, dans la circonstance, insoutenables, car il n'est pas même allégué que les nationaux victimes des opérations militaires aient souffert, dans leurs personnes ou dans leurs biens, et du chef des autorités françaises, d'une violation du droit des gens. C'est pourtant en ce cas seul que leurs réclamations devraient être examinées.

A dire vrai, nous avons assez peu de confiance dans la parti qui décline le pouvoir pour croire que nous assisterons, sous peu, à une réédition de l'affaire Pritchard et de l'affaire Shaw.

Pauvre M. Schnerb !

M. Schnerb, préfet de la Gironde, n'a décidément pas de bonheur dans la carrière administrative; non pas qu'elle soit aride, car l'ancien rédacteur de *Paris-Caprice* fait rapidement son chemin, mais parce que, partout où il passe, il lui arrive quelque mésaventure.

Ledit, préfet de la Gironde avait, selon l'usage traditionnel à chaque session du conseil général, invité les conseillers à un grand banquet officiel. Or, cette invitation a été accueillie par quinze membres républicains du conseil par un refus catégorique ainsi libellé :

Bordeaux, 20 août 1885.
Monsieur le préfet,
Les conseillers généraux républicains indépendants soussignés ont le regret de décliner l'invitation que vous leur avez adressée.

Ils ne peuvent oublier, en effet, que vous avez négligé d'inviter le conseil général à la réception officielle de M. Goblet, ministre de l'Instruction publique, venu à Bordeaux pour représenter le gouvernement.

Ils ne peuvent oublier surtout votre attitude administrative et politique à l'égard des républicains du suffrage universel. Veuillez agréer, Monsieur le préfet, nos sentiments très distingués.

Saugéon et Davignon, vice-présidents du conseil général; de Brugère et Delboy, secrétaires du conseil général; Goudineau, Dupuy, Lapeyre, Thoumès, Causse, Dupart, Larrey, Metadier, Barreyre, Lanolre, Hyvert, conseillers généraux.

La pilule est dure, et malgré la formule : « Veuillez agréer, monsieur le préfet, l'assurance de nos sentiments très distingués », destinée à en adoucir l'amertume, nous doutons fort que M. Schnerb l'avale facilement.

Les journaux avancés qui enregistrent cet incident prétendent que M. Schnerb est devenu maintenant impossible à Bordeaux. Allons donc ! les fonctionnaires de la République en ont vu bien d'autres; et quel est celui d'entre eux qui regarde à un affront pour conserver leur place, depuis les ministres jusqu'aux gardes-champêtres ?

LA CRISE LYONNAISE

Une nouvelle crise industrielle vient d'éclater à Lyon. Voici dans quelles circonstances : Les tisseurs, toujours poursuivis par les chambres syndicales, ont rédigé un tarif qu'ils ont soumis aux patrons.

Bien que ce tarif apporte de nouvelles entraves à la vente, en raison de la concurrence étrangère pour ne pas fermer les ateliers, la majorité des fabricants s'est exécutée; mais quelques maisons, ne se sentant pas la force de supporter cette augmentation de la main d'œuvre, ont refusé de subir les conditions qui leur étaient imposées. Les tisseurs ont résolu de leur forcer la main, et une imposante manifestation a été organisée contre eux.

Sur un avis des tisseurs, tous les ouvriers de la Croix-Rousse sont descendus au nombre de huit à dix mille, et sont venus stationner devant les magasins des fabricants qui osent résister. La manifestation, commencée le 21, s'est continuée pendant toute la journée du 22. Dès le matin, les manifestants ont empêché l'entrée et la sortie des marchandises dans les magasins. Plusieurs ouvriers, porteurs de pièces de soie qu'ils rapportaient aux fabricants, ont été repoussés par leurs camarades.

Plusieurs commerçants ont fermé leurs magasins et renvoyé leurs employés. Les ouvriers déclarent qu'ils continueront ainsi tant que tous les fabricants n'adhéreront pas, par écrit, aux nouveaux tarifs.

Cette façon toute républicaine d'entendre la liberté n'est pas faite, croyons-nous, pour amener la confiance et rendre à la fabrique lyonnaise la prospérité passée.

L'ordre matériel n'a pas été troublé, dit-on.

Qu'entend-on par ordre matériel ? Si l'on veut dire que les tisseurs n'ont rien brisé, rien bouleversé, n'ont commis aucun dégât n'ont pas exercé de violence contre les patrons, nous reconnaissons que l'ordre n'a pas été troublé.

Mais n'est-ce pas troubler l'ordre public que de stationner par milliers dans des voies publiques et pendant deux journées ?

N'est-ce pas troubler l'ordre et entraver la liberté que d'empêcher des marchands d'expédier et de recevoir des marchandises ?

N'est-ce pas troubler l'ordre public et porter atteinte à la liberté du travail que d'empêcher par la force des ouvriers de fermer leurs magasins, et de les mettre dans la nécessité de renvoyer leurs employés ?

À la suite de la manifestation, il y a eu réunion, et il a été décidé que la corporation poursuivrait auprès des récalcitrants « la juste satisfaction qui lui est due ».

L'assemblée a décidé ensuite que des délégations se rendraient de nouveau auprès des maisons qui n'ont pas encore donné leur adhésion. En cas de refus, la corporation sera convoquée pour indiquer la marche à suivre.

Que fera-t-on ? Emploiera-t-on la force si les fabricants refusent de se soumettre ? Parmi les patrons particulièrement menacés, on cite : MM. Emery, rue Bâd'Argent; Blanchet, place Tolozan, et Flandrin, petite rue des Feuillants, dont les magasins ont été investis comme une place qu'il s'agit d'assiéger.

On lit dans le *Sicéle* :

Les radicaux, les monarchistes, les intransigeants, tous les adversaires de la République raisonnable, vont certainement annoncer, dans leurs programmes électoraux, que, s'ils sont nommés députés, ils inviteront la Chambre à transformer notre système d'impôts.

Le *Sicéle* voit là une manœuvre électorale qu'il blâme. Mais il nous semble que les candidats républicains, depuis 1871, ne font pas autre chose que d'annoncer des réformes qu'ils s'empressent de ne pas accomplir dès qu'ils sont au pouvoir. Et nous ajouterons : Pourquoi donc le *Sicéle* semble-t-il oublier le programme gouvernemental de Lyon et celui non moins gouvernemental de Nevers ? Il n'y a guère que la réforme de l'impôt, mais d'un bouleversement total au profit de la classe ouvrière. Comme manœuvre électorale venant du gouvernement, cela est assez réussi, cependant !

ÉCHOS

Sont promus au grade de contre-amiral, MM. les capitaines de vaisseau : Michaud et Bigrel.

Sont promus :
Au grade de capitaine de vaisseau, MM. les capitaines de frégate : Bessière, Dieulouard, Gigault de la Bédollière.

Au grade de capitaine de frégate, MM. les lieutenants de vaisseau : Le Do, Viala, Saget de la Jonchère, Fiéron, de Bernardières.

Au grade de lieutenant de vaisseau, MM. les enseignes de vaisseau : Kérihué, Nicol, Sellier, Huguet, Olivier, Loyer, Jochaud du Plessix, Goujon.

L'*Officiel* publie ce matin le décret nommant M. La Vieille, consul général de France à Panama.

À la suite de son duel avec le maire de Trouville, le jeune sous-préfet de Pont-l'Évêque, M. Daubian-Delisle, permuta avec M. Ferré, sous-préfet de Nogent-le-Rotrou.

Le *Journal officiel* publie ce matin une liste de récompenses pour actes de dévouement; nous remarquons, pour le département de la Seine, les médailles suivantes : Or, 1^{re} classe, M. Bapaillat, chef de service à la Compagnie des bateaux omnibus qui a opéré de nombreux sauvetages. Une médaille d'argent de 1^{re} classe, à M. Guérin et à M. Gravelle, commissaires de police qui se sont également distingués par des actes de courage.

Des médailles d'argent à MM. Pajot et Dresch, commissaires de police; Caupain, commissaire spécial de police auxiliaire à la gare de Paris Lyon-Méditerranée; Péclet, Fournery et Mozer, inspecteurs de police des chemins de fer à la même gare.

Tous ont fait preuve du plus grand dévouement lors de la dernière épidémie cholérique. M. Gravelle est déjà titulaire de la médaille d'argent de 2^e classe, et

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
— Le numéro... 45 centimes,
DEPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES : 1 fr. 50 la ligne.
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
Place de la Bourse, 8
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 14
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

M. Dresch s'était précédemment distingué dans d'autres circonstances.

La mort d'Olivier Pain continue de faire les frais de la polémique entre les journaux intransigeants et les organes officiels du gouvernement anglais.

Selon les uns, les renseignements qui sont parvenus au quai d'Orsay sur la mort d'Olivier Pain paraissent confirmer ce fait qu'il serait mort six mois avant la date indiquée par l'auteur de la lettre publiée par *l'Intransigeant*.

Toutes les recherches faites en vue de découvrir le domicile de M. Sélikovitch seraient restées, d'ailleurs, complètement infructueuses; bien que, d'après *l'Intransigeant*, ce domicile ne soit pas introuvable.

Sir John Walsham, ministre d'Angleterre à Paris, proteste officiellement près de notre ministre des affaires étrangères et cite à l'appui différents documents.

De son côté, *l'Intransigeant* maintient son accusation et produit une nouvelle lettre de M. Sélikovitch.

Enfin, le *Temps* a reçu la dépêche suivante :

Londres, 22 août, 10 h. 10.
Le major Kitchener a remis à lord Salisbury le dossier complet de l'affaire Olivier Pain.

Il résulte de l'enquête faite par ordre du gouvernement anglais, que notre compatriote est mort, il y a environ six mois, à Omdurman, des suites d'une grave maladie qui avait emporté des son arrivée au camp du Mahdi.

On assure que toutes les pièces relatives à cette affaire forment l'objet d'une publication parlementaire.

Devant des affirmations si diamétralement opposées, la plus grande réserve s'impose, et il importe d'attendre que la lumière se fasse. Se fera-t-elle jamais ?

La troisième journée du concours national de tir, favorisée par un temps égal, a amené au Polygone une grande affluente de tireurs et de curieux.

On a remarqué la délégation des sous-officiers du 54^e de ligne, le Sport nautique, la Société Guillaume-Tell de Saint-Quentin, dont le tir a été excellent à tous les points de vue.

La deuxième coupe à la carabine de précision a été gagnée par M. Quinquet, de Paris.

Aujourd'hui, ainsi que nous l'avons annoncé, aura lieu la réception des tireurs suisses et belges. A cette occasion sera donné le premier festival de musique internationale auquel prendront part huit Sociétés parisiennes et, entre autres, la Lyre du commerce et la Jeune France. Les sociétés exécuteront les airs nationaux suisses, belges et français. Il y aura un défilé des Sociétés de tir et d'un grand nombre de Sociétés de gymnastique.

Les deux dernières journées ont amené beaucoup de monde au tir national. Vendredi, plusieurs Sociétés de gymnastique du département de Seine-et-Oise et un grand nombre de délégués du nord et de l'ouest. La première coupe a été gagnée par M. Mettanaz, de Bordeaux.

Nous avons remarqué dans une rue des environs du Luxembourg un beau portrait du général de Charette.

Le célèbre chef vendéen a son chapeau orné de plumes blanches; le regard est vif, la physionomie annonce l'énergie.

Au bas du cadre on lit ces mots :
« Donné par le général de Charette à Mme Gasnier-Chambon »

Nantes, 26 février 1793.
Comment cette œuvre picturale s'est-elle échouée dans le magasin situé dans la rue dont nous parlons ?

Lettres de Turquie

(De notre correspondant particulier.)
Constantinople, le 18 août.

Toutes les questions actuellement pendantes perdent leur intérêt en présence des préoccupations soulevées chez nous par la mission de sir H. Drummond Wolff. Le sentiment qui semble dominer les autres dans l'esprit du sultan, c'est l'embarras; car, au fond, Abdul-Hamid est excédé de cette interminable question égyptienne que tout le monde lui jette dans les jambes. Il accepterait avec joie toute solution compatible avec son honneur de souverain et sa dignité religieuse de commandeur des croyants. Mais son grand-vizir lui dit toujours que la première condition à exiger, avant même d'entrer en pourparlers pour une entente, est l'évacuation immédiate de l'Égypte par les Anglais.

Voulez-vous savoir quel est depuis longtemps le rêve personnel du sultan ? C'est de voir les puissances intervenir collectivement dans la question contre l'Angleterre. C'est ainsi qu'il se plaît à imaginer le dénouement du drame ou plutôt l'apothéose : l'Europe remettant l'Égypte entre les mains de son suzerain avec ces mots : « Reprends, Seigneur, ton bien, sauvé par nous des griffes de ton ennemi ! » Tout ce qui s'est passé n'a pu réveiller Sa Majesté de ce beau rêve.

En ce moment, les secrétaires d'Abdul-Hamid, par ordre de leur maître, sont le tour des ambassadeurs dans l'espoir de trouver un bon conseil. Ceux de S. M. pachà ont perdu de leur poids, surtout depuis qu'il est malade. A ce sujet, je dois vous dire qu'il se tue en s'obstinant à travailler malgré son mal. Son tempérament n'est plus de force à résister à cet excès de fatigue, et, parfois, l'intelligence surmenée bat la campagne. D'ailleurs, Sa Majesté rend compte lui-même de ces lacunes. On remarque même qu'il est devenu assez taciturne au con-

seil des ministres; il se défie de lui-même et craint de débiter quelque insanité.

Je persiste à croire que le voyage de sir Wolff n'aura pas de grands résultats, ni quant à la question d'Égypte, ni quant au projet d'alliance. Il ne faut pas perdre de vue que la Russie travaille toujours à la formation de l'alliance turque. Toute la presse étrangère et un certain nombre de diplomates, tirant des conclusions de l'échec de M. de Nidloff dans la question des Bérats, arrivent à penser que l'influence de ce diplomate est amoindrie. C'est une erreur des plus grossières. M. de Nidloff sait très bien qu'il n'aurait qu'à présenter un ultimatum pour obtenir en Macédoine autant d'événements qu'il lui conviendrait d'en demander. Mais, pour le moment, il estime que son jeu est de ménager la Turquie. Si, par hasard, Wolff arrivait à biter une alliance anglo-turque, vous verriez l'ambassadeur russe revenir à la charge sur cette question des Bérats qui dort pour le quart d'heure.

On dit beaucoup que l'influence de la Russie diminue en Bosnie, et même en Bulgarie. Dernièrement, une correspondance de Saint-Petersbourg, publiée dans les *Débats*, peignait sous des couleurs tragiques le désespoir du gouvernement du czar. *Nimium ne credes coloris*. La Serbie, la Bosnie et la Bulgarie ne sont pas le terrain sur lequel la Russie se croit intéressée à développer son activité, à l'heure présente. C'est en Macédoine qu'elle travaille et qu'elle estime avoir le plus à faire. Là, son action est consultée avec une persévérance digne d'attention. En Bulgarie, l'œuvre de propagande est déjà en bonne voie. Le clergé, les instituteurs et les instituteurs sont tous des agents russes, recevant le mot d'ordre du consul général russe de Salonique. Des armes en grand nombre sont cachées dans la province, et les renseignements que j'en reçois personnellement me permettent de vous dire qu'au premier signal de la Russie vous verriez cent mille Bulgares sous les armes en vingt-quatre heures.

Tout ce que je vous dis là n'est pas un mystère pour la Turquie, mais elle n'en agit pas davantage. Il lui faudrait se décider à adopter une politique, et surtout se mettre d'accord avec la Grèce et la Serbie. Mais cette condescendance répugne à l'orgueil de Sait pacha qui voit encore dans ces deux petites puissances les esclaves d'hier. Il y aurait encore un moyen. Ce serait de s'entendre avec l'Autriche. A la bonne heure, mais qui sait quelles conditions l'Autriche serait imposée par le cabinet de Vienne? En somme, la politique de la Porte est en plein désarroi et ne sait plus à quel saint se vouer.

J'apprends que c'est le baron de Hirsch qui rend à la Turquie le grand service de lui avancer le million de livres (25 millions de francs) dont elle a besoin pour payer à l'usine d'Essen la formidable commande de canons Krupp qui vient d'être faite à cet établissement. Il avait d'abord été convenu que cette générosité viendrait de Camondo. Mais ce financier cède l'honneur à Hirsch, qui va du coup devenir maître d'un puissant levier de plus pour faire marcher à sa guise ces braves Turcs. Quant au fameux arbitrage dont vous jurex-vous bientôt d'occuper (je vous l'annonce, et j'ai de bonnes raisons pour cela) vous pouvez être sûr d'avance qu'il n'en sortira absolument rien.

Pour finir, je vous ferai remarquer que les officiers anglais, engagés dans la garnison ottomane, viennent d'être renvoyés. En même temps, les officiers allemands incorporés dans l'armée recevaient leur arriéré de solde et une gratification équivalente à une année d'appointements. Cette mesure a produit l'impression la plus défavorable sur les troupes du Sultan qui attendent leur solde depuis plusieurs mois, et contribue puissamment à augmenter le mécontentement qui existe depuis bientôt deux ans dans notre monde militaire.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX

VIENNE. — Après l'adoption de plusieurs rapports, on aborde la question de l'emprunt par lequel le département se libérerait de la dette de 1,700,000 fr. pour la construction des lignes ferrées.

M. Troncy lit le rapport qu'il a été chargé de présenter, à ce sujet, par la commission des finances. Les conclusions de ce rapport repoussent la proposition d'emprunt présentée par M. le préfet et tendant à obtenir par annuités de 200,000 fr. Le ministre, dit le rapporteur, doit d'autant plus accepter cette offre que le département a tout lieu de se plaindre des retards apportés dans l'exécution des travaux.

Les conclusions du rapport sont adoptées à l'unanimité. M. de Soubeiran présente ses observations sur la question d'emprunt lorsque vient à la discussion du rapport que doit présenter la commission des finances de la ville. Le préfet se livre à une sortie fort vive, parce que sa proposition d'emprunt a été qualifiée de « fauchasse ». N'a-t-il pas dit qu'il avait d'autres solutions, et ne s'est-il pas contenté de décisions antérieures du conseil général?

M. de Soubeiran assure à M. le préfet qu'il justifiera, et au delà, l'expression dont il s'est servi, qu'il prouvera que l'administration est responsable des retards apportés à la construction des lignes et à leur livraison.

Grinone. — Plusieurs membres du conseil général ont, assure-t-on, refusé une invitation du préfet, motivant leur refus sur ce que le préfet a négligé d'invoquer les conclusions du conseil lors de la visite du ministre de l'instruction publique, et sur l'attitude du préfet à l'égard des élus du suffrage universel.

Deux vice-présidents, deux secrétaires et deux conseillers auraient signé la lettre de refus.

MAINE-ET-LOIRE. — Le conseil général a voté la somme de cinq cents francs pour le monument à élever à la mémoire de l'amiral Courbet.

DORDOGNE. — La séance qu'a tenue jeudi dernier le conseil général de la Dordogne a été plus mouvementée que les précédentes. Elle nous fournit l'occasion de constater une fois de plus l'intolérance des républicains quand ils dominent dans les assemblées.

Voici le compte rendu que nous empruntons à l'*Indépendant de la Dordogne* :

M. de Vassal-Simonié vient de lire un rapport sur le budget de l'instruction pa-

blique qui avait été adopté, lorsque M. Archambeau a demandé la parole, non pour combattre les conclusions du rapport, mais pour appeler l'attention du conseil général sur un fait qui l'a frappé.

S'appuyant sur le rapport de M. l'inspecteur d'académie, M. Archambeau constate que l'école normale d'instituteurs a présenté au brevet simple 25 élèves sur lesquels 23 ont été reçus et que l'école normale d'institutrices a fait recevoir 12 de ses élèves.

Nous avons donc obtenu, dit M. Archambeau, 35 brevets élémentaires, c'est-à-dire 35 jeunes gens ont été reconnus aptes à donner à nos enfants l'instruction primaire. Il nous paraît utile de nous rendre compte de l'effort qu'il nous a fallu faire, et la somme qu'il a fallu dépenser, pour atteindre ce résultat. Cette somme, nous devons la connaître, parce que nous remplissons ici une tâche sérieuse.

Nous devons veiller à ce que l'argent que donnent les pères de famille pour l'instruction de leurs enfants reçoive un emploi judicieux. Quelle est donc cette somme? Avec les assurances et les frais d'entretien des bâtiments, nous arrivons au chiffre de 140,000 francs. Ces 35 brevets, nous ont coûté, par conséquent, 140,000 francs. Si vous voulez faire le calcul de ce que vous coûte chaque brevet, vous verrez que le prix en est de 4,000 francs.

Ce chiffre est un peu élevé. Quelque élevé qu'il puisse paraître, je déclare que je suis prêt à le voter le jour où il sera démontré qu'il n'est pas possible de se procurer des instituteurs à meilleur marché. C'est comme le pain : si vous êtes possible d'acheter le pain à trois sous la livre, quel est celui de vous qui le paiera trois francs?

M. Gadaud prend la parole et au discours plein de modération de l'honorable M. Archambeau, répond avec une violence de langage, qui soulève les protestations de la droite.

LES FUNÉRAILLES DE L'AMIRAL COURBET

Nous avions prévu juste quand nous disions que la peur seule de discours opportunistes avait décidé, à la dernière heure, le gouvernement à ne pas laisser le corps de l'amiral Courbet recevoir les honneurs funéraires à Toulon.

Et d'abord, le choléra n'est qu'un prétexte. En effet, de l'examen des registres mortuaires, il résulte que du 1^{er} au 21 août, il a été constaté à Toulon, ville de 70,000 âmes, 176 décès, soit une moyenne de 8 par jour, tous dus à des maladies diverses, excepté au choléra.

A ce propos, on lit dans le *National* :

Les dépêches de nos confrères signalent comme excessive et peu justifiée la résolution arrêtée dans le dernier conseil de cabinet de faire déguerpir le corps de l'amiral Courbet aux îles d'Hyères, au lieu de Toulon.

Le choléra a fourni au gouvernement le prétexte spécieux de laisser à ces funérailles un caractère essentiellement militaire. En effet, la cérémonie grandiose qui se préparait à Toulon pouvait être l'occasion de nombreux discours dont il eût été difficile de modérer l'expression. De plus, le gouvernement aurait été tenu de se faire représenter par un ministre, avec discours obligatoire, et il lui eût été difficile, à la veille des élections, de faire l'éloge de la politique coloniale, surtout en présence des dépouilles mortelles de l'amiral Courbet.

D'autres journaux républicains sont encore plus sincères.

Nous avons dit que les Toulonnais avaient adressé à qui de droit des protestations énergiques par l'intermédiaire du comité de défense des intérêts toulonnais.

Voici, d'abord, la dépêche adressée au ministre de l'intérieur :

Le comité de défense des intérêts toulonnais remercie, au nom de la population, le ministre de l'intérieur qui, seul au conseil, a compris la situation et les sentiments des Toulonnais.

Elle compte sur lui pour insister à faire revenir sur une mesure dénuée de tout effet et désastreuse comme résultat.

Nous envions de vive force ce sens au président du conseil.

Voici cette deuxième dépêche :

La population toulonnaise, douloureusement émue par la décision de débarquer aux Salins le corps de l'amiral Courbet, vous prie de revenir sur cette résolution pendant qu'il n'est en temps encore. L'annonce d'une pareille mesure jetée dans la ville est une panique plus grave que ne le fait une épidémie, et aura des suites désastreuses.

Nous protestons énergiquement au nom de nos concitoyens.

Protestations tardives et vaines. Tout est décidé maintenant et l'on s'occupe de démolir le catafalque.

À la gare d'Hyères, se trouveront également les principaux chefs de service de la marine, le général Lonclès, le préfet du Var, le sous-préfet et le maire de Toulon. Aucun ordre ne sera donné pour envoyer les officiers en corps, mais tous ceux qui voudront assister à la cérémonie en obtiendront l'autorisation.

On n'aura en service aucune troupe de Toulon. Seul, un groupe de huit officiers portera à Hyères la couronne de la marine qui devait être primitivement expédiée à Paris.

Les compagnies de débarquement formeront la haie du rivage : à la gare, sur une distance de trois cents mètres. Comme le terrain est sablonneux à cet endroit, l'amiral Krantz a envoyé aujourd'hui un ingénieur et un officier d'artillerie pour se rendre compte de la possibilité d'employer à Hyères le char pour faire préparer à l'arsenal, un affût avec sa pièce surmontée aux quatre coins de trophées de drapeaux. S'ils jugent la chose impossible, le corps sera transporté à bras jusqu'à la gare.

Lettre du cardinal Guibert

A l'occasion des funérailles de l'amiral Courbet dans la chapelle des Invalides, le cardinal Guibert, archevêque de Paris, adresse au clergé et aux fidèles de son diocèse la lettre suivante :

Nous très chers frères,

La France se prépare à célébrer des obsèques nationales au grand homme de guerre qu'elle pleure, à l'amiral Courbet. En présence de son cercueil, tous les Français se sentent unis dans une même manifestation de regrets et d'admiration. Il en sera toujours ainsi dans notre pays. La France ne peut avoir des heures d'oubli mais elle ne perd jamais les vieilles traditions de l'honneur militaire, du dévouement patriotique, et du respect sincère de la foi chrétienne, qui n'ont pas cessé de faire la force de notre marine et de notre armée.

Nous pourrions redire aujourd'hui sur la table de l'amiral Courbet les paroles que Bossuet prononçait, il y a deux siècles, sur celle du prince de Condé : « Tel qu'on l'avait vu dans tous les combats, résolu, paisible, occupé sans inquiétude de ce qu'il

fallait faire pour les soutenir, tel fut-il à ce dernier choc; et la mort ne lui parut pas plus affreuse, plus douloureuse, que lorsqu'il se présente au milieu du feu sous l'éclat de la victoire qu'elle montre seule ».

Bossuet ajoute, et ne vous semble-t-il pas, nos très chers frères, qu'il ait pu aussi bien le marin du dix-neuvième siècle que le grand capitaine du dix-septième avoir fait de la mort comme du feu, un grand éclat de toutes parts. Comme si un autre en eût été le sujet, il continuait à donner ses ordres; et s'il descendait les piers, ce n'était pas comme un objet dont il était troublé, mais comme un empêchement qui le retardait ».

Le grand orateur met le dernier trait au tableau : « Ce que le prince », nous pourrions dire avec la même vérité, ce que l'amiral accomplissait jusqu'à la fin, avec une héroïque simplicité les devoirs de l'homme de guerre et les devoirs du chrétien. Bel exemple pour tous, mais que nous ne pouvons que nous en inspirer pour nous inspirer à l'égard de nos marins; « Moi, abandonner ces braves enfants, j'en suis sûr, c'est répondre aux sentiments de ce noble cœur que d'associer à la mémoire de l'amiral celle de nos officiers et de nos soldats morts pour la France sur les plages de la mer Orientale. En ce jour, nous prions en même temps pour eux ».

L'Eglise, comme une mère, se souvient de tous ses enfants, non seulement de ceux qui laissent un nom illustre, mais aussi de ceux qui furent les plus humbles et les plus obscurs. Le monde ignore leurs noms; l'Eglise les connaît, et leurs familles se consolent par les espérances de la foi et par la prière; car c'est une sainte et salutaire pensée, de prier pour les morts, afin qu'ils soient purifiés des fautes que la fragilité humaine a commises, et accomplissent du devoir noblement et sagement.

Après ces, le saint nom de Dieu invoqué, après en avoir conféré avec nos vénérables frères les docteurs, chanoines et chapelains de notre église métropolitaine, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Le lendemain des obsèques nationales de l'amiral Courbet dans la chapelle des Invalides, ou le premier jour libre, si le lendemain est empêché, un service solennel sera célébré à Notre-Dame de la Salette, où les officiers et soldats des armées de terre et de mer morts dans la guerre du Tonkin (1).

Art. 2. — Nous aurions souhaité de présider en personne ces deux cérémonies religieuses. L'état de notre santé ne nous le permettant pas, nous confierons les présider à nos dignes collaborateurs, le cardinal archevêque de Paris, le cardinal évêque de Lyon, le cardinal évêque de Bordeaux, le cardinal évêque de Montpellier, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal évêque de Béziers, le cardinal évêque de Comminges, le cardinal évêque de Couserans, le cardinal évêque de Foix, le cardinal évêque de Languedoc, le cardinal évêque de Narbonne, le cardinal évêque de Nîmes, le cardinal évêque de Toulon, le cardinal évêque de Vannes, le cardinal évêque de Bayonne, le cardinal

REVUE FINANCIERE

Bien que les affaires n'aient pas été plus actives cette semaine que les précédentes, on a pu constater que, malgré cette atonie persistante, les cours de toutes les valeurs sérieuses avaient montré une solidité remarquable, solidité qui ne s'est pas démentie jusqu'à la fin de la dernière Bourse, et dont la conséquence a été de faire élever ces titres à des prix supérieurs à ceux cotés il y a huit jours.

Dans ces conditions, la liquidation de quinzaine ne pouvait manquer de s'effectuer tout à l'avantage des acheteurs. Sans doute, le taux minimum auquel se sont tenus les reports (il y a même eu du report sur quelques valeurs) est dû en partie au petit nombre d'affaires de spéculation engagées depuis le commencement du mois; mais, cette facilité du crédit n'en est pas moins un indice de l'abondance des disponibilités.

Que faudrait-il pour faire revenir sur le marché une importante fraction, sinon même la plus grande partie de ces capitaux, gardés depuis longtemps improductifs ou placés en dépôts avec un intérêt dérisoire dans nos grands établissements de crédit?

Il suffirait de leur redonner la confiance qui leur manque en leur prouvant par le maintien sur la cote, à moins d'événements imprévus et d'une réelle gravité, des prix une fois touchés, que l'acquisition de ces prix à pour base des raisons sérieuses et non des besoins de spéculation.

Mais pour arriver à ce résultat, il faudrait se borner, tout au moins jusqu'au retour du marché à son activité normale, à défendre les cours actuels contre les entreprises des vendeurs, ce que rend d'ailleurs facile la grande abondance des capitaux sans emploi que nous venons de constater, jointe aux dispositions générales du public financier, beaucoup plus favorables, à moins d'événements imprévus, bien entendu, à la consolidation qu'à une dépréciation sensible des prix auxquels on est parvenu.

Il est incontestable néanmoins que ces dispositions favorables des spéculateurs et capitalistes n'excluent pas une tendance bien accusée, et que nous ne saurions blâmer, pour notre part, à se tenir dans une certaine réserve jusqu'à ce que l'on connaisse les résultats des prochaines élections législatives, car de ces résultats dépendra la marche que l'on adoptera pour porter remède aux graves embarras budgétaires en face desquels nous nous trouvons, et l'on ne saurait nier que les moyens mis en œuvre pour atteindre ce but aient une influence fâcheuse ou salutaire sur notre marché financier, selon qu'ils seront ou non conformes aux principes d'une saine économie politique.

Fonds d'Etat français et étrangers

Les cours auxquels nous laissons nos Rentes, 81 10 pour le 3 0/0, 82 80 pour l'Amortissable, 100 fr. pour le 4 1/2 0/0, sont, à 5 cent. près, les plus élevés de la semaine et supérieurs à ceux cotés il y a huit jours.

Nous reportant aux observations générales que nous faisons ci-dessus, nous dirons que ces prix de nos fonds publics doivent être défendus et non surelevés, que la période de chômage à peu près complet des affaires que nous traversons aura pris fin.

Sur le 5 0/0 italien la progression d'une semaine à l'autre est importante; ce fonds d'Etat reste, en effet, tenu à 95 30 et la hausse de sa marche pour s'établir au-dessus du pair est justifiée par la situation toujours satisfaisante des finances italiennes; en juillet dernier, en effet, les impôts ont donné 2 millions de plus qu'en juillet 1884.

Le Florin autrichien (or) a touché 90 francs et ferme à 89 1/2. Un cours si élevé nous paraît quelque peu difficile à justifier.

Nous en dirons autant de celui de 98 1/2 pour le 5 0/0 russe 1877. Nous ferons observer d'ailleurs que les fonds autrichiens et russes ont un marché fort étroit sur notre place et que les cours que l'on y inscrit en regard de ces valeurs nous sont envoyés par les centres financiers de l'étranger, où ces fonds sont l'objet d'une spéculation active.

On a fait attendre, en clôture, le cours de 58 fr. à l'Extérieure espagnole. Dans les circonstances actuelles, ce prix semble quelque peu élevé.

La même observation peut assurément s'appliquer au 4 0/0 turc qui reste à 16 75.

La Dette unifiée d'Egypte est très ferme à 332 50. La solidité des Fonds égyptiens tient évidemment à la confiance qu'ont les porteurs de ces fonds que les grandes puissances, après avoir donné leur garantie à l'emprunt que vient de conclure l'Egypte, exerceront un contrôle sérieux et efficace sur l'administration financière de ce pays.

Institutions de crédit

La faiblesse de la Banque de France, dont les affaires diminuent de jour en jour, n'a rien qui doive surprendre; ses bilans l'expliquent; cette semaine encore, l'action a reculé de 5,020 à 4,375.

Le dernier bilan constate encore un bénéfice fort médiocre, puisqu'il ne s'élève qu'à 360,000 fr. pour la semaine.

Le Crédit foncier se maintient aux environs de 1320 fr. Parmi les valeurs à revenu fixe particulièrement en faveur auprès de l'épargne, on peut citer en première ligne les obligations foncières et communales du Crédit foncier. Ces valeurs échappent à la spéculation au grand avantage des porteurs, car tous les titres sur lesquels la spéculation s'exerce sont plus ou moins tributaires des événements. Les obligations foncières et communales, au contraire, insensibles aux fluctuations de la Bourse, s'avancent, par une marche lente et continue, vers des cours plus élevés. Tant qu'elle n'est pas au pair, une valeur à lots ne fait que suivre une marche logique en gagnant chaque jour un peu de terrain, et cette observation s'applique surtout aux valeurs à lots qui, comme les obligations du Crédit foncier, présentent une sécurité égale à celle de nos fonds d'Etat.

La Banque d'Escompte demeure ferme entre 445 et 450. C'est évidemment une des Sociétés de crédit les mieux organisées pour profiter de la reprise qui ne peut manquer de se produire bientôt dans les affaires.

Pas de changement sur la Société générale que nous retrouvons à 455. La Banque de Paris, qui s'était élevée à 670, est revenue à 660 en clôture.

Chemins de fer

Les cours des actions de nos grandes Compagnies sont dépourvus de toute élasticité; ils suivent les variations légères qu'éprouvent nos fonds publics, auxquels on peut les assimiler depuis que les dernières conventions leur ont garanti un minimum de revenu qu'elles seront longtemps encore à dépasser, car les recettes du trafic continuent à être aussi mauvaises.

Voici comment restent ces valeurs : Lyon 1237 50; Nord 1590; Orléans 1345; Midi 1157 50.

Il y a une certaine reprise sur les chemins espagnols : le Nord d'Espagne s'est relevé à 485 et le Saragossa à 342 50. Même en tenant compte des diminutions que le choléra peut causer dans le trafic, les prix de ces valeurs avaient été trop dépréciés dans ces derniers temps.

Les Méridionaux italiens sont à 605 au comptant. Nous croyons avoir suffisamment démontré ici comment qu'à ce prix ils offrent aux capitalistes, en même temps qu'un revenu rémunérateur et solidement assis, des chances certaines de plus-value importante.

Les Autrichiens sont demeurés calmes entre 600 et 605.

Valeurs diverses

Le Gaz parisien s'est tenu pendant toute cette semaine de 1490 à 1500. Nous pensons qu'il s'établira entre 1500 et 1510, cette capitalisation n'ayant évidemment rien d'exagéré dans la situation actuelle de cette entreprise.

Le Canal de Suez a varié de 2,020 à 2,030 et reste à 2025. La reprise de cette valeur nous paraît appelée à s'accroître encore. Les Délégations Suez à 1,075 constituent incontestablement un placement avantageux, surtout pour les porteurs de ces titres faisant partie de la Société mutuelle des porteurs de Délégations du Suez dont la dernière assemblée générale s'est tenue le 6 juillet dernier.

Le Panama reste à 435 après avoir fait 425.

RECETTES DES CHEMINS DE FER

	1885	1884
Paris-Lyon-Méditerranée		
Du 30 juillet au 5 août.	5.591.602	5.832.928
Exercice.	179.775.801	189.165.880

Rhône au Mont-Cenis

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	85.354	91.621
Exercice.	2.739.771	3.502.372

Grand-Est

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

Alsace-Lorraine

	1885	1884
Du 30 juillet au 5 août.	14.831	15.811
Exercice.	318.339	389.084

BULLETIN COMMERCIAL

COTE OFFICIELLE DU 22 AOÛT

(Cinq heures du soir)

Paris-Marchés (150 kilos)..... 43 51 à 43 75

Colza tous fûts..... 59 .. à ..

— en tonnes..... 61 .. à ..

— épurée en tonnes..... 62 .. à ..

Lin disponible en fûts..... 63 75 à ..

— en tonnes..... 65 .. à ..

90 degrés l'hectolitre (nu)..... 48 25 à ..

Brut, les 88 degrés..... 44 .. à 44 25

Blanc type n° 1..... 48 75 à ..

Raffiné sorte supérieure..... 49 50 à ..

— belle sorte..... 49 50 à ..

Certificat de sortie..... 50 .. à ..

Mélasse de raffinerie..... 18 .. à ..

Frais, hors Paris..... 69 .. à ..

Suifs en branches..... 71 .. à ..

Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 17 au 22 août : 47 95.

Fermes Bonnes-Marchés

Nous cotons à 100 francs :

Livraison Septembre..... 47 .. à 48 85

— Octobre..... 47 25 à 47

— 4 derniers mois..... 47 75 à 47 50

— 4 de Novembre..... 48 50 à 48 25

Circulation : 6.000 sacs contre 7.300 hier.

Nous cotons à 2 heures :

Livraison Septembre..... 46 65 à 46 75

— Octobre..... 47 .. à 47

— 4 derniers mois..... 47 50 à 47

— 4 de Novembre..... 48 25 à 48 35

Nous cotons à 5 heures :

Livraison Septembre..... 46 50 à 46 75

— Octobre..... 47 .. à 47

— 4 derniers mois..... 47 50 à 47

— 4 de Novembre..... 48 25 à 48 35

Total en Europe..... 738.012 535.306 414.830

Etats-Unis, 30 juillet..... 186.198 191.162 135.321

Total..... 924.210 726.462 550.151

Hav., Mat., 30 juillet..... 64.791 72.782 65.414

Sous voiles..... 63.438 44.153 60.776

Total général..... 1.051.869 893.643 676.528

Grand-Est

NOUVEAU DES QUATRE PRINCIPAUX PORTS

du 9 au 15 août

1885 1884 1883

Importations..... (tonnes) 21.038 14.330 13.459

Livraisons..... 14.831 15.811 16.584

Stock..... 318.339 389.084 295.080

— sem. p..... 312.492 293.224 231.141

Augmentation..... 6.347

Diminution..... 9.527 5.421

Du 1^{er} janvier au 15 août

Importations..... (tonnes) 638.164 649.377 619.338

Livraisons..... 571.948 588.308 609.342

NOUVEAU DES GARES ET BATEAUX

La Chapelle. — Arrivages du 21 août : 117 sacs

SUCRES

MOUVEMENT DE L'ENTREPOT DE PARIS

21 août.

1885 1884 1883

Ind. entrées sacs..... 200 1.700

— stock..... 1.400 4.591 8.384

Ext^{er} stock, qlx..... 965.168 581.061 255.261

Coloniaux..... 22.612 8.774 3.900

CETEAUX

Prix-courant légal établi par les courtiers

assemblés à la Bourse de Paris, 14 août.

Les 100 kil. (à l'acquitté) :

Cuivre du Chili en barres, liv. au Havre..... 113 75

— sorte ordinaire..... 111 25

Cuivre en lingots et plaques..... 118 75

— Best Selected..... 122 50

Minerai Corocoro cuivre contenu..... 115

Etain blanc, livable au Havre ou Paris..... 217 50

— Billebon..... 215

— Détroits..... 215

— Australie..... 215

Plombs, liv. au Havre ou Paris..... 37 50

— marque ordinaire, liv. au Havre..... 37

Zinc de Silésie, livable au Havre..... 37 50

— autres bonnes marques, liv. Havre..... 37 25

— autres bonnes marques liv. Paris..... 37 50

CAFES

Les 100 kil. (à l'acquitté) :

Malabar..... 300 à 320

Haiti : Port-au-Prince, Jacmel et Cap..... 270 à 280

Gonaïves et Saint-Marc..... 280 à 295

Santos bon ordinaire..... 275 à 278

Java..... 290 à 310

Moka.....